

Education Comment sortir de l'apartheid scolaire ?

Riches et pauvres, Blancs et Noirs... Dans les collèges parisiens, on se mélange peu, même au sein d'un même quartier. Mais des expériences de mixité ont été menées dans les 18e et 19e arrondissements. Premier bilan

L'Obs · 12 apr. 2018 · Par GURVAN LE GUELLEC

Parfois, la problématique saute aux yeux. Ce jour glacial de février, alors qu'une sonnerie mélodieuse annonce l'heure de la récréation, nous nous tenons avec Djamel Medani, le principal du collège Gérard-Philipe, à la fenêtre de son bureau. Un étage plus bas, dans la cour immaculée, une cinquantaine de jeunes collégiens font des glissades sur la neige. Ils sont tous noirs, ou presque. La précision a son importance. Car Gérard-Philipe ne se trouve pas dans un ghetto banlieusard, mais dans le 18e arrondissement de Paris, au pied de cette butte Montmartre en pleine gentrification où quelques poches de grande pauvreté subsistent parmi des îlots haussmanniens à 10 000 euros le mètre carré. Gérard-Philipe est donc un collège à la population très majoritairement noire et défavorisée dans un quartier majoritairement blanc et aisé. Le principal, qui arrivait de banlieue, a mis du temps à s'y faire : « Chaque jour, je regarde mes élèves dans la cour, presque tous sont noirs. Ils sont comme enfermés dans leur enclave. Même les enfants d'origine maghrébine vont dans le privé. Le weekend, lorsque je quitte mon logement de fonction, c'est encore plus frappant. Je n'en croise pas un seul, juste des petits Blancs à trottinette aux côtés de leurs parents. »



Récréation au collège Gérard-Philipe, dans le 18e à Paris.

Si promouvoir une politique de mixité sociale à l'école a encore un sens, c'est bien dans une ville aisée comme Paris, où la

ségrégation atteint un niveau record à l'échelle française et européenne (voir les chi res sur le site nouvelobs.com). Et, a fortiori, dans les quartiers du Nord et de l'Est, où des collègues au profil diamétralement opposés se côtoient dans un mouchoir de poche. Fin 2016, un an après les attentats, six établissements des 18e et 19e arrondissements ont donc été retenus pour participer à une expérimentation inédite à la demande de Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre de l'Education nationale. Ces six collèges ont été jumelés selon leur proximité géographique alors qu'ils accueillait des populations sociologiquement différentes. Le rectorat a fait tourner un algorithme pour répartir les enfants avec le plus de mixité possible à la rentrée de septembre 2017, tout en respectant au maximum les vœux des familles. Le projet, sur le papier, était novateur. Pourtant, même dans un bastion progressiste comme le 18e, cette a viré au psychodrame : sit-in devant la mairie, blocage des écoles, pétition, et coups de fil inquiets de l'Elysée et de Matignon au cabinet de la ministre, le quartier accueillant son lot de personnalités.

Un an plus tard, où en est-on ? Dans le 19e, avec les collèges Bergson et Pailleron, l'expérience a donné de bons résultats. Même si leur vœu n'a pas toujours été exaucé, les parents CSP+ ont manifestement apprécié qu'on les consulte sur leur préférence puisque les départs vers le privé ont chuté de 30%. La sociologie des établissements s'est ainsi rapprochée de celle du quartier. Ailleurs, le bilan est plus mitigé. Dans le secteur réunissant Gérard-Philipe et son jumeau, le collège Marie-Curie, distant de 150 mètres, aucun e et n'a été constaté. Chacun a gardé la même proportion d'élèves défavorisés en sixième : en l'occurrence 70% à Gérard-Philipe et 35% à Marie-Curie, qui bénéficie d'une meilleure réputation.

Pourquoi ? Parce que dans ce secteur, « les enfants des familles aisées ont disparu des radars bien plus qu'on ne s'y attendait », explique Julien Grenet, le chercheur de l'Ecole d'Economie de Paris (PSE), spécialiste des inégalités scolaires, qui a piloté l'expérimentation. A l'école primaire SainteIsaure, toute proche de la mairie du 18e, l'administration a fait le décompte. Un tiers des élèves seulement, tous d'origine modeste, ont rejoint leur collège d'a ectation. Aucune famille favorisée n'a fait ce choix. Les parents qui n'ont pas pu ou voulu partir dans le privé (très marqué sociologiquement à Paris, avec seulement 3% d'enfants d'origine populaire, voir graphique) ont fait scolariser leur progéniture dans un autre secteur. Soit parce que, séparés, ils disposaient d'une double adresse, soit parce qu'ils ont recouru à une fausse domiciliation en louant, qui une boîte aux lettres, qui une chambre de bonne, un sport national dans le quartier. A l'inverse, dans la cité de la rue des Poissonniers, une petite enclave africaine le long du périphérique, les familles ont plébiscité Gérard-Philipe – car « l'entre-soi, ça marche dans les deux sens », constate Philippe Darriulat, maire adjoint du 18e et porteur politique du projet.

Le rectorat a pourtant fait de GérardPhilipe une véritable boîte à merveilles. Résumons : le collège bénéficie de deux classes bilangues, chinois et espagnol ; d'une section sport-études basket – recrutant essentiellement des élèves noirs – et d'une autre en rugby – qui aimerait faire venir une population blanche favorisée, mais n'y parvient pas ; d'une classe dédiée aux médias, en collaboration avec les sites Slate et Arrêt sur images ; d'une sixième pilote, testant les dernières découvertes des sciences cognitives ; d'un parrainage d'élèves par des cadres de l'agence Standard & Poor's ; et, pour la classe Ulis réservée aux enfants

autistes, d'un partenariat artistique avec le Théâtre national de Chaillot... Plus classiquement, de ce qu'on en a vu, le collège est un établissement bien tenu. Djamel Medani et son adjointe Dalila Djenani ont de l'autorité. Les élèves en témoignent. « Depuis qu'ils sont là, il n'y a plus de bagarre, l'ambiance est beaucoup plus calme, et les résultats au brevet ont progressé [passant de 55% à 73% de réussite, NDLR] », atteste Yassine, un grand bonan-nonce

“DANS LE SECTEUR PUBLIC, LES ENFANTS DES FAMILLES AISÉES ONT DISPARU DES RADARS.” JULIEN GRENET, ÉCONOMISTE

homme de troisième. « On a des devoirs surveillés tous les mardis, et des colles pour nous faire réagir si on passe sous la moyenne. » Toutes deux excellentes élèves, Lunaïnn et Melina, arrivées inquiètes à Gérard-Philipe parce que leurs mères avaient « très peur de sa réputation », sont finalement convaincues d'avoir fait le bon choix. « Il est bien, notre collège. Il y a beaucoup de projets, de voyages et les profs sont très impliqués. » Un mercredi après-midi sur deux, Lunaïnn rejoint le lycée Louis-le-Grand dans le cadre des « cordées de la réussite » mises en places par l'établissement d'élite du quartier Latin. « L'ambiance n'est pas la même, c'est plus concentré, mais scolairement je n'ai pas l'impression d'être à la traîne. »

Las, les mauvaises réputations ont la vie dure. « Un petit CM2, venu visiter le collège avec sa classe, m'a demandé : “Monsieur, c'est vrai que chez vous on peut mourir ?” », soupire M. Medani. Grotesque ? Non, symptomatique. De la peur des violences, du harcèlement, et bien souvent aussi du « grand Noir »... Autant de craintes qui s'expriment avec plus ou moins de pudeur dans les réunions de parents d'élèves. Le principal en a pris acte. Tiré à quatre épingles, il fait visiter l'établissement aux parents qui en font la demande. Et, comme nombre de ses collègues, descend régulièrement faire la police à l'extérieur du collège, quand ses élèves « braillent sur le trottoir ». « Les gens pensent désormais en catégories ethno-raciales ; ils se disent : “Ils nous emmerdent encore, les Noirs” ; si on veut changer l'image du collège, on est obligé de faire attention à cela. »

Pour Djamel Medani et son adjointe, il y a toutefois des motifs d'espoir. Au milieu de l'hiver, une quarantaine de parents CSP+ du quartier de la mairie sont venus en délégation pour visiter l'établissement. « Ça a cassé beaucoup de fantasmes. Ils ont vu que les profs n'étaient ni absents ni dépressifs, que les murs n'étaient pas tagués. Tous n'inscriront pas leurs gamins ici, mais s'ils ont fait l'effort de nous contacter, c'est que les esprits évoluent. »

Le parent d'élève à l'origine de cette initiative s'appelle Jean-Charles Oger. Ancien cadre de la finance en reconversion dans la psychanalyse, père d'une élève de CM1 bientôt concernée par l'expérimentation, il se dit pour la mixité sociale mais avec des aménagements. « Quand vous n'avez que des gamins défavorisés dans un collège, il faut assumer de distinguer les élèves et de créer des classes d'excellence, assure-t-il. Ça rassure les gens, ils font le choix du public à plusieurs, voient que ce n'est pas si mal, et ça enclenche la pompe. »

Pour l'amorcer, il y a aussi des solutions plus directes. Dans l'autre secteur du 18e concerné par l'expérimentation, celui des collèges Antoine-Coysevox et HectorBerlioz, l'objectif de rééquilibrage s'annonçait compliqué à atteindre. Les deux établissements,

distants de 600 mètres, pré- sentaient en effet des sociologies inversées : 57% de favorisés et 14% de défavorisés dans le premier, 13% et 48% dans le second. Ce grand écart étant dû essentiellement à la réputation déplorable de Berlioz. « Quand je suis arrivé, il y a un an et demi, c'était le ghetto, admet Farid Boukhelifa, son principal, passé par les quartiers Nord de Marseille et le 93. Tout était dégradé : les résultats, le climat scolaire. Comme si vivre à Paris ne faisait qu'accroître les frustrations. »

Conscient des difficultés à venir, le rectorat a décidé de sortir les grands moyens : au lieu de faire tourner les algorithmes, il a décidé de regrouper certaines classes : les petits sixièmes sont tous scolarisés à Coysevox, les grands troisièmes, à Berlioz. La réaction des parents a été particulièrement violente. Mais en définitive, l'établissement de M. Boukhelifa n'a pas connu trop de pertes, les familles ayant conscience qu'il n'est guère opportun de quitter le public à un an du lycée. Aujourd'hui, ses classes de troisième sont totalement mixtes, avec un nombre à peu près égal d'élèves favorisés, défavorisés et de classe moyenne.

La troisième F est réputée loquace. Quel bilan dressent ces petits pionniers de la mixité scolaire ? « Au début, on s'est un peu regardés, surtout les filles... Les garçons, on est plus directs, avance Junior, présent à Berlioz depuis sa sixième. Mais, au bout d'un moment, ça a créé une nouvelle ambiance, plus calme, il faut bien le dire. » Côté qualité de l'enseignement, il n'y a que des convaincus. « Je n'imaginais pas du tout les profs comme cela, dit Elisa, une très bonne élève venue pour sa part de Coysevox. Ils sont globalement plus présents, plus attentifs. En fait, ils sont mieux. » A la réunion d'information consacrée à l'orientation post-troisième, on a cherché des mécontents. En vain. Certains parents après avoir protesté contre l'expérimentation sont même devenus ses plus fervents partisans. Ainsi Géraldine Keller, cadre dans le numérique, ou Pascal Jolivet, professeur à l'Université technologique de Compiègne. Depuis quelques semaines, ils accompagnent Farid Boukhelifa qui, en bon VRP de l'Education nationale, s'en va démarcher les parents indécis dans les écoles primaires. Pour convaincre, ils mettent en avant leurs hésitations passées. « L'année dernière, nous avons envoyé notre fille à Berlioz à reculons, dit Pascal Jolivet. Aujourd'hui, elle est épanouie, et nous demande pourquoi nous avons eu tant d'appréhensions. »

“QUAND VOUS N'AVEZ QUE DES GAMINS DÉFAVORISÉS, IL FAUT CRÉER DES CLASSES D'EXCELLENCE.” JEAN-CHARLES OGER, PARENT D'ÉLÈVE